



PROCÈS DE CUMHURIYET

DÉCLARATION DE MUSA KART

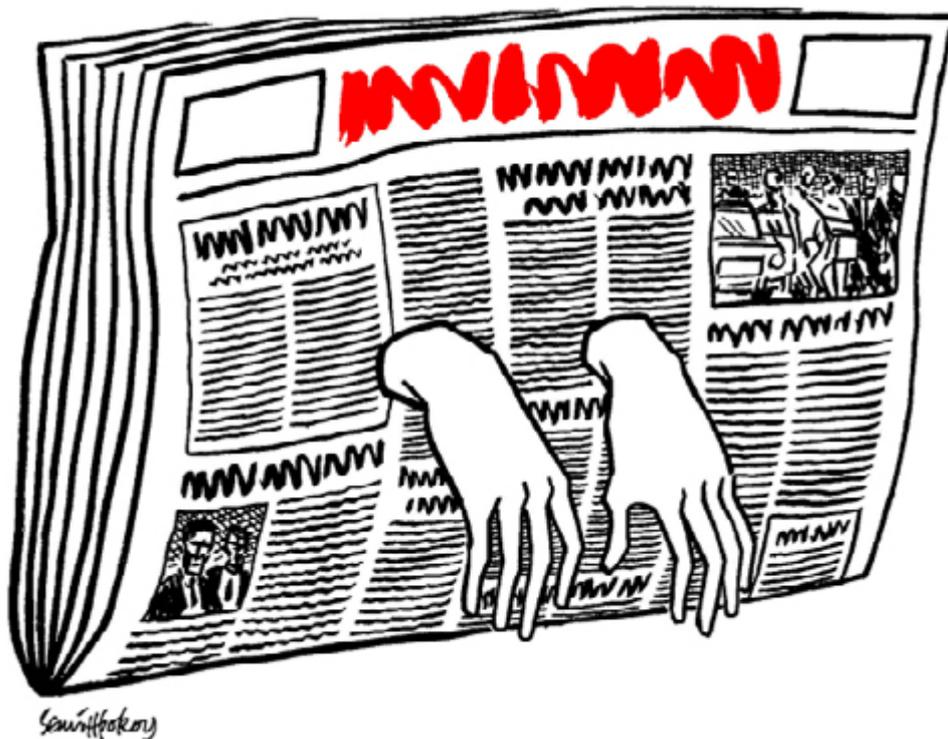
Le procès des journalistes de *Cumhuriyet*, détenus depuis 9 mois dans la prison de Silivri, s'est ouvert lundi 24 juillet pour dix jours. Accusé d'avoir aidé et soutenu une organisation terroriste, le dessinateur [Musa Kart](#) risque une peine d'emprisonnement de 29 ans.

De nombreux médias et organisations internationales se mobilisent : [Le Monde](#) et [Reporters sans frontières](#) lancent un appel à soutenir la liberté de la presse en Turquie, tandis que [Libération](#) ouvre les portes de son journal à *Cumhuriyet*. La Scam, en partenariat avec le prix Albert Londres, prend l'initiative de la campagne "[Turquie : le journalisme n'est pas un délit](#)" afin que douze personnalités s'engagent et interpellent les autorités turques, en parrainant symboliquement un journaliste emprisonné. Plantu est ainsi le parrain de Musa Kart.

Cartooning for Peace consacre cette semaine [son éditorial hebdomadaire](#) au procès de *Cumhuriyet* et propose le regard des dessinateurs internationaux sur le sujet. Par ailleurs, de nombreux caricaturistes se mobilisent avec leurs crayons, pour exprimer [leur soutien à Musa Kart](#) et aux journalistes du célèbre quotidien turc.

Au début de l'audience, tout comme ses collègues, le caricaturiste a lu une déclaration écrite pour sa défense.

Originellement [traduits puis publiés en anglais](#) par nos confrères américains de [Cartoonists Rights Network International](#), ses mots, ponctués de notes d'humour, soulignent non seulement l'absurdité des accusations émises à l'encontre de *Cumhuriyet*, et consacrent aussi l'importance du dessin de presse dans le combat pour la liberté d'expression.



A l'attention du Président de la 27ème Haute Cour pénale d'Istanbul

Voici ma déclaration écrite, en réponse à mon inculpation :

Je suis dessinateur de presse. Je dessine depuis 35 ans. Au lieu d'écrire de longs et tortueux discours, les dessinateurs exposent directement leurs sentiments et leurs pensées d'une manière saisissante.

Aujourd'hui je suis devant vous afin de répondre à des accusations calomnieuses, sans fondements, des accusations d'une injustice extrême.

Je risque 29 ans de prison. De surcroit, le procureur qui a constitué ces allégations est maintenant lui-même accusé d'être "un membre de l'organisation terroriste Fethullah Gülen et d'avoir participé au coup d'État".

Oui, je suis accusé de "servir une organisation terroriste par certaines de mes actions, tout en n'étant pas considéré comme membre d'une organisation terroriste ou comme ayant commis un crime au nom d'une organisation terroriste" !

Ma réponse se voudra à la fois courte et savoureuse : je vous renvoie la même accusation !

Le 15 juillet 2016, notre pays a subi une tentative de coup d'État, qui a engendré la mort épouvantable de 249 de nos compatriotes et des milliers de blessés.

Dans la lutte contre les personnes impliquées dans ce coup d'État, des erreurs ont été commises, qui ne font que confirmer la légitimité de ma réponse.

Je ne suis pas fin stratège. Mais mon intelligence et mon bon sens me font dire que :

La première chose à faire aurait été d'isoler ceux qui ont été impliqués dans le coup d'État manqué - un coup d'État étant tout à fait inacceptable en démocratie. Au lieu de cela, la justice a fait une grave erreur en décidant de prendre le journal *Cumhuriyet* pour cible, alors que beaucoup de ses journalistes, à la fois aimés et reconnus comme Uğur Mumcu, Ahmet Taner Kışlalı, Muammer Aksoy and Bahriye Üçok, ont payé de leur vie la lutte contre toute forme de terrorisme. Ensuite, les mises en détention préventive pendant près de 9 mois sans autre forme de procès ont considérablement décrédibilisé le combat contre FETÖ. J'aimerais demander à la Cour : avez-vous entendu les applaudissements d'aussi loin que de Pennsylvanie[1] ? Parce que moi je les ai très bien entendus depuis ma cellule de prison à Silivri.

Il y a plusieurs années, j'ai fait quelques caricatures pour attirer l'attention sur le fait que l'organisation de Fethullah Gülen se développait au sein même de l'État. Quelle situation tragique et comique à la fois que je sois jugé aujourd'hui sur la base de témoignages de personnes qui étaient les bras droits de Gülen à l'époque.

Oui, j'ai eu le privilège d'être le dessinateur du quotidien *Cumhuriyet* pendant 23 ans. Et si des recherches objectives avaient été faites, elles auraient montré que ma signature était juste là, sous les dessins les plus cinglants et les plus critiques envers les organisations terroristes, et particulièrement celle de FETÖ. Ces dessins anti-terroristes ont été publiés en couverture ces six dernières années ; une preuve de plus que mon journal ne devrait pas être accusé de soutenir une organisation terroriste.

Par essence, la caricature est une forme d'art, celle d'un temps particulier, le temps de l'esprit libre, le temps de la liberté de pensée, curieuse et inquisitrice, qui cherche à s'exprimer.

C'est contre la nature même de la caricature, et de ceux qui la produisent, d'épouser une culture de la soumission, de s'effacer devant l'intransigeance et d'accepter des relations hiérarchiques sommaires qui encouragent la violence. Un point de vue courageux, indépendant, qui combat les préjugés et la standardisation : voilà ce qui rend une caricature à la fois authentique et percutante. A l'inverse, le dessinateur ne peut trouver la liberté dont il a besoin dans une société construite autour de strictes relations hiérarchiques. Et si cette société encourage la violence par la constitution de tabous, le rôle de l'humour et de la caricature est clairement de détruire ces tabous. C'est pour cette raison que les ennemis

de la démocratie n'aiment pas l'humour et les humoristes, qui, réciproquement, n'ont rien à faire dans des sociétés qui vénèrent la violence.

Si bien qu'accuser un dessinateur d'aider et de soutenir une organisation terroriste, et le condamner à une lourde peine de prison, est non seulement une offense au dessinateur mais aussi à son pays.

Concrètement, la caricature est synonyme d'esprit critique. D'après les études menées par l'OCDE, le pourcentage de jeunes turcs capables de faire preuve d'esprit critique et de remettre en question des opinions ou encore la validité d'une action, est de seulement 2,2% ; là où le taux moyen de l'OCDE s'élève à 11%. Ce chiffre grimpe à 28% en Corée du Sud.

On aurait pu utiliser la caricature, notamment dans les écoles, pour développer cet esprit critique. Mais on a préféré mettre en place un processus juridique qui la détruira totalement.

Et je voudrais aussi dire un mot sur l'expert qui a établi la base des accusations auxquelles je dois répondre:

Il n'est pas avocat criminaliste ni spécialisé dans les délits commis par les médias, ni expert en sémantique. Il n'est certainement pas un professionnel de la communication. Alors, qui est-il ? C'est un expert en informatique. Et il travaille uniquement avec des organisations proches du gouvernement.

Vous savez comment c'est, quand les adolescents découvrent de nouveaux mots, ils aiment se faire remarquer en les utilisant à tout-va devant leurs amis. Eh bien le nouveau mot qu'a découvert notre expert est "manipulation". Dans quasiment chaque phrase du rapport qu'il a établi, il semble dire : "Je note un certain degré de manipulation". Ce que cet expert essaie de nous dire, c'est qu'il utilise la logique du loup qui veut manger le mouton de l'autre côté de la rive et crie "tu es en train de manipuler la rivière !".

Il utilise aussi un autre mot pour décrire la manipulation : "cacher la vérité".

Son rapport, qui a engendré la détention injuste et infondée des journalistes depuis 9 mois derrière les murs épais de la prison de Silivri, n'a en fait qu'un but : cacher la vérité. C'est de la manipulation !

Depuis le premier jour, il est apparu très clairement que cette mise en accusation était une source d'inspiration inépuisable pour tout humoriste. Et pas seulement pour l'opposition ; même les journaux proches du gouvernement ont pointé du doigt l'absurdité de ces allégations.

Et maintenant tout le monde sait que le procureur qui a préparé ce réquisitoire fait face à deux peines d'emprisonnement à vie, et se retrouve sur le banc des accusés pour avoir participé au coup d'État et pour être membre du FETÖ.

Selon cette mise en accusation :

* Notre journal serait "en quelque sorte" contrôlé par l'organisation terroriste armée FETÖ/PDY, notre journal aurait "en quelque sorte" défendu une organisation terroriste et en serait "en quelque sorte" le protecteur. Il n'existe aucune preuve concrète de tout cela, aucune appartenance à une organisation terroriste mais il y existe, "en quelque sorte" une organisation terroriste et cette organisation a "en quelque sorte" commis des crimes.

* Si tel est le cas, nous avons été "en quelque sorte" enfermés à Silivri depuis 9 mois !

* Il est dit que l'un de nos collègues a pris contact avec un utilisateur ByLock [2]

* Il aurait été capable de prendre contact avec cet utilisateur alors qu'à ce moment précis ByLock n'existait pas encore !

* Quant à notre collègue qui a refait le parquet de sa maison, il a été accusé d'être un membre de FETÖ parce qu'un autre client du vendeur de parquet était un sympathisant de FETÖ !

* J'ai appelé une agence de voyage bien connue, celle qui a des publicités dans tous les journaux, pour

organiser un séjour de trois jours à Bodrum, et ce coup de téléphone est sur la liste des preuves contre moi, comme quoi j'aurais pris contact avec une organisation terroriste.

*Alors que j'espérais passer trois jours dans une chambre avec vue sur mer à Bodrum, j'ai fini par passer 9 mois dans une cellule en béton à Silivri. Je ne crois pas que ce soit une simple bourde de réservation !

Cette mise en accusation est au-delà de toute réalité objective, au-delà de toute raison et ne peut être prise au sérieux. Même ceux qui ne s'encombrent pas d'un cœur et d'un cerveau voient tout cela d'un mauvais œil. Même avec eux le pari est perdu !

J'aurais pu faire mes propres plaisanteries à propos de cette mise en accusation, mais je ne l'ai pas fait ; vous l'appréciez, j'en suis certain. C'est parce que les humoristes bien élevés savent trop bien qu'on ne frappe pas un homme déjà à terre !

Ces poursuites judiciaires ont lieu depuis moins de 5 mois et demi et ont pourtant permis de constituer un dossier d'enquête qui compte, appendices inclus, près de 30 documents qui tendraient à montrer que nous sommes en contact avec certaines organisations terroristes. Et tout cela crée nécessairement une attente : l'un de nous va bien finir par confesser le crime. Et si obtenir des aveux était une tâche qui siérait mieux à un dessinateur ?

Alors, pouvez-vous faire avouer un dessinateur ? Voyons cela tout de suite !

Oui, pendant ma vie de caricaturiste j'ai aidé et soutenu une organisation, une seule. Le nom de cette organisation est ACC. C'est l'acronyme de All my Country's Children (*Tous les enfants de mon pays*). Parmi les membres de cette association il y a ma petite fille de 2 ans et demi. Je sais parfaitement que les enfants des membres de cette cour et ceux de tous nos amis présents dans cette salle d'audience font partie de cette organisation.

J'ai demandé à ma petite fille quel était le but de cette organisation et elle m'a dit :

« Grand-père, nous voulons vivre comme nos amis à l'Ouest. Nous voulons être libres, et heureux aussi. Nous voulons de jolies et solides maisons et nous voulons apprendre dans de bonnes écoles. Et nous voulons que personne ne meure, ou quoi que ce soit de ce genre là. »

« Alors, est ce que je peux moi aussi faire partie de ton association ? » ai-je demandé.

« Non, tu ne peux pas. » a-t-elle répondu. « Parce que tu n'es pas un enfant... Mais si tu le veux vraiment, tu peux nous aider et nous soutenir. Tu peux dessiner pour nous. »

Et bien voilà, la voici ma confession. La vérité, c'est que j'ai donné un sens à ma vie en aidant et en soutenant cette association d'enfants. Et au lieu d'avoir peur d'être poursuivi, j'ai toujours eu peur d'embarrasser mes enfants !

Comme vous le savez, en 2016, la Turquie était 99ème sur les 113 pays de l'index "Rule of Law" (*classement de World Justice Project qui mesure la primauté du droit*). Et nous pouvons tous voir que la situation s'est aggravée en 2017. Dans tous les concernant la justice, il n'y a plus personne pour dire : "il y a de la Justice dans ce pays". Pour vivre ensemble, ce dont nous avons besoin c'est d'un terrain d'entente, et d'une justice pour tous !

Que la première audience de ce procès, qui est suivi avec intérêt par le monde entier, soit le premier miracle d'une nouvelle ère qui verra notre foi en la loi et en la justice s'épanouir. Je ne le souhaite pas uniquement pour moi et pour mes collègues, je le souhaite pour mon pays.

Quand nos maisons ont été passées au peigne fin, aucun coffre rempli d'argent ni aucune boîte à chaussures pleine de dollars n'ont été trouvés ! Le Financial Crimes Investigation Board (*Bureau en charge des enquêtes sur les délits financiers*) et le Savings Deposit Insurance Fund (*Fonds d'assurance pour l'épargne*) ont examiné nos comptes en banque et nos mouvements financiers ainsi que ceux des membres de nos familles. Mais ils n'ont trouvé aucune preuve, aucun centime suspect.

Depuis des mois maintenant, nos appareils électroniques personnels, les gros titres qui apparaissent dans notre journal, nos articles, nos photos, nos éditoriaux, nos dessins sont scrutés dans les moindres détails. Et pourtant pas une once de preuve concrète n'a été trouvée, attestant que nous aurions aidé ou soutenu une organisation terroriste.

Oui, dans ce pays, chacun connaît bien les phrases qui commencent avec un grandiloquent "Ô !"

Je voudrais que l'on se souvienne ainsi de ma défense : "Ô, Conscience !"

Musa Kart

[1] Note du traducteur : Fethullah Gülen, le leader du mouvement FETÖ, est exilé en Pennsylvanie depuis 1999.

[2] Note du traducteur : ByLock est une application de message cryptée, présentée comme l'outil de communication privilégié des réseaux gülenistes, notamment depuis le coup d'Etat



© Semih Poroy (Turquie)

Cartooning for Peace est un réseau de dessinateurs de presse qui combattent avec humour pour le respect des cultures et des libertés. Dix ans après sa création, Cartooning for Peace réunit à travers le monde 162 dessinateurs de 58 pays. Par sa faculté à transcender les langues et les cultures, le dessin de presse apparaît comme un formidable outil, capable de faire naître le dialogue interculturel et de nourrir le débat autour de notions fondamentales telles que la liberté d'expression, la paix ou encore la tolérance.

L'organisation s'attache à :

- Promouvoir une culture de paix et de démocratie, à travers l'éducation aux médias et à la citoyenneté des publics jeunes et dits sensibles ;
- Favoriser la reconnaissance des dessinateurs de presse comme des acteurs de défense des droits de l'homme, et du dessin de presse comme un patrimoine commun à préserver via l'organisation de rencontres, d'expositions et des publications ;
- Donner une visibilité et un soutien aux dessinateurs de presse empêchés, voire menacés d'exercer leur métier.